

**Toutes ces dernières années, la réécriture de l'histoire et de l'actualité par le régime de Vladimir Poutine a visé à créer un sentiment d'insécurité au sein de la population russe. Il s'agit de la resserrer autour de son chef, seul apte à la protéger d'un Occident qui ne cherche qu'à détruire son pays. Un des arguments avancés, repris d'ailleurs par les contempteurs occidentaux de ce régime, est la promesse trahie de ne jamais étendre l'OTAN sur le territoire et à l'est de l'ancienne République démocratique allemande. Le colonel (ER) Claude Franc, notre historien, revient ici sur cette polémique.**

\*\*\*

Depuis l'agression russe de l'Ukraine le 24 février dernier, l'argument de la responsabilité partielle de l'OTAN dans les causes profondes de cette crise a souvent été avancé en s'appuyant, pour les tenants de cette thèse relayant le discours russe actuel, sur son « *agressivité* » et notamment le non-respect de la parole donnée par le secrétaire d'État américain de l'époque, James Baker à Gorbatchev de ne pas étendre cette organisation à l'Est de l'Europe, lors des négociations relatives à la réunification allemande.

## Qu'en est-il exactement ?

Disons-le tout de suite, personne n'en sait rien, il n'existe aucune archive officielle écrite sur le sujet et Mikhaïl Gorbatchev (le seul dirigeant russe, puis soviétique, depuis Pierre le Grand qui n'ait agressé aucun de ses voisins, il faut le souligner<sup>1</sup>), s'est bien gardé d'intervenir dans le débat ; il n'a ni démenti, ni confirmé. À ce jour seuls les Occidentaux ont ouvert l'accès aux notes prises au cours des [différentes réunions](#). Il convient évidemment de les considérer dans le contexte de l'époque où il s'agissait essentiellement de libérer l'est de l'Allemagne d'une dictature communiste d'autant plus dangereuse qu'elle était soumise aux coups de boutoir de sa propre population en quête de liberté. On en est donc réduit aux seules hypothèses et, en la matière, il convient de revenir à cette période du traité dit « 4+2 », signé à Moscou en octobre 1990. Son nom de « 4+2 » associe les Quatre vainqueurs de la guerre (Union soviétique, États-Unis, Royaume-Uni et France, tous anciens occupants du *Reich* qui avait capitulé) et les deux anciens États allemands recréés en 1949 et qui allaient fusionner. Dans les faits, il serait d'ailleurs plus juste de dire que l'ex-Allemagne démocratique allait se faire avaler par l'ex-Allemagne fédérale.

Après avoir donné le feu vert d'ouverture du Mur de Berlin à Walter Ulbricht le 9 novembre précédent, Gorbatchev était parfaitement conscient que la question allemande, par sa réunification, allait se poser à brève échéance. Mais il tenait à la maintenir déconnectée de la profonde réforme du système soviétique et de son glacis européen, [glasnost](#) et [perestroïka](#) dans laquelle il s'était engagé. La désintégration de l'Union soviétique, telle qu'elle s'est produite en 1991, ne rentrait pas du tout dans les vues du dirigeant du Kremlin en 1990. Il s'est simplement attaché, avec un succès réel, à mettre un terme à la compétition entre les deux blocs, occidental et soviétique, c'est-à-dire mettre un terme à la guerre froide, en rendant effective et concrète la coexistence pacifique entre ces deux ensembles. La signature avec Ronald Reagan du [traité FNI](#) (l'interdiction des armes nucléaires de portée intermédiaire — 500

à 5 000 kilomètres), un an avant la chute du Mur, allait dans ce sens et il comptait parachever ce projet en enterrant la question allemande par sa réunification. Pour Gorbatchev, la réunification allemande ne devait aucunement constituer le premier acte de la destruction du bloc de l'Est, mais bien au contraire, l'acte fondateur de la coexistence en bonne intelligence de deux blocs qui étaient destinés à perdurer, mais sans compétition entre eux.

Pour ce faire, Gorbatchev subordonnait la réunification allemande à deux impératifs, la reconnaissance par les Occidentaux de la ligne Oder Neisse comme frontière orientale du futur État allemand d'une part, et l'assurance, en contrepartie du retrait du [Groupe de Forces Ouest \(GFO\)](#) du territoire de l'ex-RDA, qu'aucune armée étrangère n'y serait déployée, de l'autre. Sur ces deux points qu'il convient de développer, Gorbatchev allait obtenir l'aval des Occidentaux. Remarquons d'emblée que jamais depuis 1949, création de la République Démocratique Allemande, les Occidentaux n'avaient reconnu de jure cette frontière. Seule l'*Ostpolitik*, conduite avec beaucoup d'à-propos par Willy Brandt au début de la décennie précédente avait abouti plus ou moins à une reconnaissance *de facto*.

## Quel était l'enjeu ?

Dès lors que la réunification allemande était acquise, la question de ses frontières était posée : soit, revenir aux dernières frontières reconnues en droit international, c'est-à-dire les frontières de 1937, soit entériner le fait accompli de l'occupation militaire de l'immédiat après-guerre, c'est-à-dire se limiter aux seuls territoires des RFA et RDA. Comme l'issue de la Seconde Guerre mondiale n'avait donné lieu à la conclusion d'aucun traité de paix, la première solution, à l'exclusion de l'ancienne Prusse orientale, était certainement la plus juridiquement défendable. Ces frontières étaient les dernières à avoir été établies dans la cadre d'un traité international, le Traité de Versailles, et elles correspondaient au territoire allemand avant toute expansion illicite par le régime nazi. Mais cette solution débouchait sur la réouverture de la question polonaise : si la Silésie, possession autrichienne devenue allemande (prussienne) par le traité de Paris de 1748 qui mettait fin à la Guerre de Succession d'Autriche et devenue polonaise en 1945 par la volonté soviétique était rétablie allemande<sup>2</sup>, alors, il fallait que l'Union soviétique restituât à la Pologne, les territoires polonais orientaux annexés en 1939 à la suite du pacte de non-agression germano-soviétique et non restitués en 1945. Sagement, même si Helmut Kohl avait, au printemps précédent, discrètement évoqué l'existence de cette question silésienne, les Occidentaux s'alignèrent sur la position soviétique mise en avant par Gorbatchev.

Pour ce qui est du GFO, dont les Occidentaux demandaient le retrait, Gorbatchev demanda comme contrepartie, l'assurance qu'aucune armée étrangère — lire occidentale ou otanienne — ne vienne stationner sur ce territoire. Ici également, les Occidentaux s'alignèrent sur la position soviétique.

Gorbatchev pouvait donc estimer, à fort juste titre, par les clauses de ce traité 4+2, avoir largement fait avancer la cause de la normalisation des relations Est-Ouest, et à ses conditions. Il avait donc gagné, ou fortement limité les dégâts. Absolument personne ne lui avait demandé de dissoudre le [Pacte de Varsovie \(PAVA\)](#) qui existait toujours, il convient de ne pas l'oublier,

même si son fer de lance, le GFO allait disparaître.

## Alors, quid de l'OTAN ?

L'OTAN avait fort mauvaise presse à cette époque, même à l'Ouest, du fait de mouvements «*pacifistes* » téléguidés en Europe, à cause d'une grave bévue technocratique. Toutes les années paires, AFCENT (le commandement Centre Europe, principal théâtre de l'OTAN en Europe, sous commandement allemand), joue un exercice de PC pour rôder ses états-majors et valider ses plans d'engagement. Cet exercice, auquel les forces françaises participent en tant que réserve du théâtre, porte le nom de *Creasted Eagle*. Or, en 1990, dans le contexte de la chute du Mur et des premières négociations de réunification allemande, le général allemand commandant AFCENT se voit dans l'obligation de rendre compte à Helmut Kohl que le thème de cet exercice est encore une agression de la RFA par le GFO, l'armée

allemande de l'Est et l'armée tchèque. Situation absurde dans le contexte de l'époque, de nature à créer plus qu'un incident diplomatique. Hors de lui, le chancelier Kohl fait savoir sur le champ au secrétaire général de l'OTAN et au SACEUR, qu'il interdit formellement au général allemand commandant AFCENT de diriger cet exercice, et à tout état-major allemand d'y participer. La crise est dénouée de la seule façon possible, l'annulation pure et simple de cet exercice. Cet incident laissera néanmoins des traces.

Par ailleurs, l'été 1990, s'il est celui des négociations de la question allemande est également celui de la crise irako-koweïtienne, qui va déboucher début août, sur le lancement de l'opération américaine Desert Storm. Planifiée et conduite par une alliance sous commandement américain, c'est l'état-major de CENTCOM sous les ordres du général Schwarzkopf qui est désigné pour la commander. En revanche, les forces vives américaines qui vont armer cette coalition sont fournies par le 7e CAUS, alors intégré à AFCENT, et, à ce titre, déployé en Bavière. Il sera mis en alerte et projeté au Koweït par le Pentagone, depuis la base aérienne de Ramstein, également base OTAN, sans que ni AFCENT, ni le SACEUR n'aient été mis au courant. Ils ont été placés devant le fait accompli.

Fort de ces rappels historiques, et en demeurant dans l'état d'esprit qui régnait dans les chancelleries européennes et au Kremlin en 1990, le minimum qui puisse être observé, c'est l'existence de faits concordants pouvant forger une conviction intime sur l'anachronisme d'une promesse américaine de non-déploiement de l'OTAN dans le glacis protecteur que l'Union soviétique s'était constitué en Europe centrale et orientale. Dans les négociations 4+2, personne n'a évoqué ni l'OTAN, ni le PAVA. Et, il a été exposé combien Gorbatchev pouvait estimer avoir conduit cette négociation selon les intérêts soviétiques.

Envisager que les États-Unis se seraient engagés, par un accord oral, à refuser à tout pays le souhaitant de rejoindre l'Alliance défensive et que l'URSS se serait contentée de la parole donnée à l'occasion d'un entretien avec le simple Secrétaire d'État est une idée relevant de l'absurde dans le contexte des relations internationales de l'époque.

En revanche, qu'il y ait eu un engagement américain de ne pas redéployer sur l'ancien territoire est-allemand, les moyens militaires de l'OTAN alors déployés sur le territoire de

l'Allemagne fédérale<sup>3</sup>, afin de pérenniser dans la durée la demande émise par Gorbatchev, et qui lui avait été accordée, cela est fort plausible.

- 
1. À l'exception de Paul 1er qui n'a pas eu le temps de le faire, puisqu'il a péri assassiné lors d'un complot ourdi par sa femme, Catherine II, peu après son accession au trône.
  2. Wroclaw, actuelle capitale de la Silésie polonaise, n'est que la polonisation de son appellation allemande, Breslau.
  3. Moyens conséquents, puisqu'ils s'élevaient, outre les forces allemandes, à 2, puis 1 C.A. US, le 2e C.A. français, un C.A. britannique (la *British Army on the Rhine, BAOR*), et une division mécanisée belge